

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Aix en Provence, le 31 mars 2020

Unité territoriale des Bouches-du-Rhône
Subdivision d'Aix en Provence 1
440 rue Albert Einstein
CS 50541
13594 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3
Tel : 04.42.91.59.00
Fax : 04.42.38.92.55

La Directrice Régionale

à

**TRIADE Électronique Rousset
Monsieur le Directeur
296 Avenue Georges Vacher**

13790 - ROUSSET

D-0051-2020-AIX
N° S3IC : 64.8653 - P2

Objet : Conclusions des visites d'inspection du 23 mai 2018 et du 20 novembre 2019 dans l'établissement TRIADE Électronique à Rousset.

Ref : vos courriels en réponse du 6 juin 2018 et du 5 décembre 2019

P.J. : 4 fiches d'écart complétées

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet de deux visites d'inspection les 23 mai 2018 et 20 novembre 2019.

Ces visites, non exhaustives, étaient axées autour des points particuliers suivants :

- risque incendie suite à l'incident du 25 novembre 2017,
- examen de la situation administrative de vos installations et du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-1386A du 30 avril 2013,
- dossier de réexamen IED.

A la suite de ces visites d'inspection, des écarts à la réglementation ainsi qu'une liste de remarques vous ont été notifiées par l'Inspecteur des installations classées.

Par courriels visés en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Aux termes de ces échanges, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'Inspection suite à la suite de ces visites :

INSPECTION 2018

Écarts à la réglementation relevés : (voir les fiches jointes)

Écart n°1 : Cet écart avait pour objet le stockage de PAM en dehors des zones prévues à cet effet et l'absence de couverture de celui-ci, ce qui constitue un écart aux articles 2.8.3 et du 7.1.6 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2019. Vous vous engagez à diminuer ce stockage en dehors des alvéoles par la mise en place de deux mesures :

- transfert du PAM : 11 camions transférés depuis le 12 mai,
- dépollution et traitement du PAM jusqu'à la cabine, puis envoi du PAM « prétraité » sur leur site d'Angers et de Gonesse.

Concernant la protection contre les eaux de pluie, vous évoquez l'ouverture temporaire d'une vanne devant rester fermée par prescriptions préfectorales. Cet argument ne répond pas à la demande de couverture du stockage de matériaux. Ce stockage, en dehors des alvéoles, doit être couvert (article 2.8.3 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2019), ce qui signifie qu'il ne doit pas du tout pleuvoir sur le stockage et pas uniquement empêcher l'eau de pluie de stagner sous le dépôt.

De plus, cela constitue un dépassement des quantités de stockage des PAM.

En conséquence, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la Préfecture vous demandant de vous conformer aux dispositions des articles 2.8.2 et 7.1.6 de votre arrêté préfectoral n° 2011-1386A du 30 avril 2013.

Écart n°2 : Cet écart avait pour objet la définition et la mise en œuvre d'actions afin d'éviter tout nouvel incendie dans l'entrepôt. Vous vous engagez à faire réaliser une étude par le cabinet DAVIDSON et à nous restituer les résultats de celle-ci. Sa réalisation permettra de lever cet écart qui sera soldé à la réception de l'étude et à la suite de la réalisation des actions correctives qui seront contrôlées lors d'une prochaine inspection.

Remarques particulières relevées :

- La remarque n°3 n'a pas eu de réponse satisfaisante puisque l'étude du cabinet DAVIDSON ne m'a pas été transmise.
- Les autres remarques ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

INSPECTION 2019

Écarts à la réglementation relevés : (voir les fiches jointes)

Écart n°1 : Cet écart avait pour objet l'absence du code de traitement pour certains déchets ou un mode de traitement ne correspondant pas au code indiqué dans le registre déchets, ce qui constitue un écart à l'article 2 de l'arrêté du 29 février 2012. Par réponse du 5 décembre 2019, vous nous indiquez avoir effectué les modifications sur votre registre et réaliser une révision complète en janvier 2020 afin de vérifier la bonne mise à jour de votre registre. Cette réponse est satisfaisante. L'écart est levé et sera soldé lors d'une prochaine visite d'inspection.

Écart n°2 : Cet écart avait pour objet l'absence de tri 5 flux sur votre installation, ce qui constitue un écart à l'article D.543-281 du Code de l'Environnement. Par réponse du 5 décembre 2019, vous nous indiquez avoir pris contact afin de réaliser le cahier des charges pour la mise en place du tri 5 flux. Cette réponse est satisfaisante. À ce jour, aucune offre validée n'a été transmise à l'inspection. **Je vous demande donc de transmettre l'offre validée et/ou les actions mises en œuvre sous 15 jours.** L'écart sera levé à la réception de l'offre ou du contrat de mise en œuvre du tri 5 flux et sa réalisation sera contrôlée lors d'une prochaine inspection afin de solder l'écart.

Remarques particulières relevées :

Les remarques ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Écarts relevés lors de l'inspection du 23 mai 2018 :

Lors de l'inspection en date du 23 mai 2018, il avait été relevé 2 écarts qui restaient à clore.

L'écart n°1 pas reçus de suite satisfaisante. Lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2019, le stockage de PAM s'étalait toujours en dehors des zones prévues à cet effet et la couverture de la totalité du stockage n'était toujours pas mise en place.

L'écart n°2 a reçu une suite satisfaisante. La réalisation d'importants travaux sur la sécurité et la prévention des incendies a été engagée et le rapport Davidson a été remis à l'inspection.

Conclusion et suites administratives proposées au Préfet

Au regard des constats et en particulier de l'écart N°1 de l'inspection du 23 mai 2018, nous allons transmettre au préfet un projet d'arrêté de mise en demeure afin de vous demander de faire procéder à l'enlèvement des PAM stockés en dehors de l'alvéole et qui est non couvert.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par le code des relations entre le public et l'administration, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,
L'Adjointe au Chef de l'UD13